



HAL
open science

Les employées de maison indonésiennes et philippines à Hong Kong en quête de visibilité

Laurence Husson

► **To cite this version:**

Laurence Husson. Les employées de maison indonésiennes et philippines à Hong Kong en quête de visibilité. Moussons : recherches en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est, 2013. hal-01755472

HAL Id: hal-01755472

<https://amu.hal.science/hal-01755472>

Submitted on 5 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les employées de maison indonésiennes et philippines à Hong Kong en quête de visibilité

HUSSON Laurence *

Aix-Marseille Université, CNRS, IrAsia UMR 7306, 13 003, Marseille, France

Hong Kong, au même titre que Singapour, est l'un des lieux les plus dynamiques et cosmopolites du monde qui, pour soutenir son essor, a eu besoin de main-d'œuvre étrangère bon marché pour son secteur des services. L'ancienne colonie britannique est devenue une des destinations asiatiques les plus prisées par les migrants, en raison de son libéralisme, de ses salaires élevés (le salaire minimum légal d'une employée de maison avoisine les 400 euros, soit six fois plus qu'aux Philippines et quatre fois plus qu'en Indonésie, au dire des intéressées) et grâce à un important réseau d'agences de recrutement et de placement. La ville compte un grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG), de syndicats et d'organisations professionnelles d'entraide sur une base communautaire, qui encadrent efficacement les travailleurs étrangers et les rassurent. De l'avis des employées de maison expérimentées comme de certaines agences de placement de Manille ou de Jakarta¹, Hong Kong est une destination de travail située à trois heures d'avion maximum, moins dangereuse que les pays du Golfe, moins chère en frais d'agence que l'Europe et avec plus de droits et de protection qu'à Singapour par exemple². Les emplois de domestiques à l'étranger ont suscité à la fois l'intérêt des spécialistes des phénomènes migratoires et des *gender studies*. Beaucoup d'écrits existent déjà sur la question, en particulier sur les conditions et les aléas de ce type de travail, sur l'activisme et le militantisme de ces femmes souvent exploitées, sur les transferts de fonds et les liens avec le pays d'origine et plus récemment sur la sexualité des migrantes, vue

* Laurence Husson est chargée de recherche au CNRS, géographe, en poste à l'Institut de recherches asiatiques (IrAsia), Marseille. Sa thématique principale est la mobilité (principalement les migrations de travail internes et internationales indonésiennes et leur féminisation), à laquelle elle a ajouté trois autres volets : la prostitution, le sida et maintenant le vieillissement.

sous un autre angle que celui des maladies sexuellement transmissibles (MST), des viols et de la prostitution. Il ne s'agit donc pas dans cette note de réécrire ce qui l'a déjà été, mais de résumer trente ans d'exportation de main-d'œuvre féminine à Hong Kong, à un moment où l'Indonésie, un des principaux pourvoyeurs, décide de mettre un terme à cette pratique. Ce faisant, il sera mis en évidence l'ambiguïté et le paradoxe du statut de domestique étrangère à Hong Kong : discrète jusqu'à l'invisibilité chez son employeur durant la semaine et ultra-visible et militante le week-end. Cette quête de visibilité, qui s'est traduite par une mise en lumière des difficultés inhérentes au statut de domestiques immigrées, étant certainement une des principales causes de la remise en question de ce type d'emplois.

DEUX PRINCIPAUX PAYS POURVOYEURS

Cette main-d'œuvre est désormais essentiellement féminine, philippine et indonésienne. La nécessité et l'autorisation d'employer des « bonnes à tout faire » à Hong Kong remontent aux années 1970 quand 2 000 employées philippines sont venues pourvoir des emplois de domestiques chez de riches patrons chinois et expatriés. Vers les années 1980, pour soutenir sa croissance économique, le gouvernement de Hong Kong a encouragé les Chinoises de Hong Kong à travailler. Devant l'augmentation du coût de la vie, la nécessité d'un double salaire s'est fait également sentir. C'est la période durant laquelle l'importation de *foreign domestic helper* (FDH), dénomination politiquement correcte dorénavant préférée à celle de bonnes ou de domestiques (*maids*), s'est libéralisée. Longtemps dominé par les Philippines, le marché des employées de maison s'est diversifié au profit des Indonésiennes, les exportations de domestiques thaïlandaises, sri-lankaises ou népalaises restant anecdotiques.

Tabl. 1 : progression en nombre et pourcentage des FDH entre 1982 et 2001 à Hong Kong³

Année	Nombre de FDH	Pourcentage de Philippines	Pourcentage d'Indonésiennes	Pourcentage de Thaïlandaises	Pourcentage de Népalaises et Sri-lankaises
1982	20 959	96 %			
1990	70 335	90 %		6 %	
1994	141 368	86 %	8 %		
2000	202 900	73 %	23 %	3 %	1 %

En avril 2009, Le service de l'immigration de Hong Kong enregistrait 126 075 Philippines contre 125 567 Indonésiennes. Leur nombre en 2011 passait à 164 260 contre 153 060 Philippines sur une population de 7,07 millions (Asian Migrant Center, Feb. 2001). Il a souvent été avancé par les ONG concernées que l'augmentation du nombre des Indonésiennes s'expliquait par le choix des employeurs eux-mêmes qui apprécient le fait qu'elles soient souvent plus jeunes et plus dociles, malléables, timides, moins au courant de leurs droits et plus enclines à accepter de travailler plus pour un salaire moindre⁴. Elles suivent par ailleurs entre trois et six mois de cours de cantonais, ce qui plaît à la classe moyenne

chinoise qui ne parle pas forcément bien l'anglais, ainsi qu'une formation intensive pour maîtriser toutes les tâches de la parfaite employée de maison et en particulier bien se servir de l'électroménager.

Les recrutements en provenance du plus grand pays musulman du monde ont donc surpassé les embauches de Philippines entre 2009 et 2011 (Capage 2009). En 2012, les Philippines reprennent cependant le dessus, marquant là peut-être la décision du ministère indonésien de la Main-d'œuvre et de la transmigration de réduire le flux⁵, comme nous le verrons par la suite. Il n'est ici question que des aides ménagères et il faut préciser que toutes les ressortissantes philippines ne sont pas des domestiques et que certaines travaillent comme serveuses, chanteuses ou entraîneuses dans les bars et restaurants huppés de Soho, Wan Chai et Central.

LES EMPLOYÉES DE MAISON, UNE CATÉGORIE À PART DANS LES ÉTUDES DE GENRE ET LA LITTÉRATURE SUR LES MIGRATIONS

Cette réflexion sur la migration et le travail domestique, puisque c'est le principal débouché à l'étranger des Indonésiennes, s'intègre dans un débat initié par des femmes et des féministes, qui vise à réexaminer le foyer, la famille, ses hiérarchies, ses tiraillements, ses transformations (Chant [1992], Constable [2007], Monsen [1999], Parrenas [2001], Piper [2003], Yeoh & Willis [1999], entre autres). Une floraison d'ouvrages et d'articles sur les « *global care chains* » (chaîne globale de soins qui désigne le recours aux femmes migrantes pour les services domestiques) a beaucoup enrichi tant les recherches sur le genre que celles sur les migrations.

Dans cette note de recherche, je souhaite souligner les caractéristiques et spécificités de cette migration très particulière. À savoir celle de femmes, jeunes et moins jeunes, célibataires, divorcées ou mères de famille, issues des *barrios* philippins et des *kampung* indonésiens, catholiques pour les unes, musulmanes pour les autres, parfois instruites et diplômées, parfois non, qui quittent leur famille et leur pays. Elles le font pour s'occuper, pour des durées minimums de deux ans mais qui se prolongent parfois jusqu'à plus de vingt ans, de familles chinoises ou d'expatriés, chez qui elles logent pour veiller sur les enfants et/ou les personnes âgées, handicapées ou malades, ainsi que d'éventuels animaux domestiques⁶, tout en effectuant les courses, la cuisine, le ménage, le repassage, les vitres, le lavage de la voiture, de l'aquarium ou de la niche du chien, etc. Ces femmes travaillent près de 70 heures par semaine, se lèvent à 5 heures du matin et se couchent tard dans la nuit, six jours sur sept, pour veiller sur des foyers et des personnes qui ne sont pas les leurs, dans le but d'aider leur famille restée au pays et qu'elles ne peuvent pas faire venir à Hong Kong.

Isolées, souffrant de solitude et trop souvent victimes d'abus en tout genre, les Philippines, qui ont la réputation d'être ferventes, ont trouvé du réconfort dans la religion et à l'Église – les messes sont célébrées par des prêtres philippins – où elles pouvaient se rassembler le dimanche. Elles ont aussi rapidement constitué de petits groupes d'entraide et de parole, qui ont progressivement pris la forme d'ONG, de syndicats, de groupes de pression militants, qui ont fortement contribué à améliorer leurs conditions de travail à Hong Kong et ailleurs dans le monde, œuvrant ainsi pour une reconnaissance du statut d'employée de maison et dénonçant des pratiques abusives et parfois quasi esclavagistes. Elles ont parfois réussi et quelques fois échoué dans leur combat, mais font figure de pionnières et d'exemples à suivre. Elles sont également emblématiques du rôle de plus en plus moteur de la société civile dans l'évolution des mentalités et des lois (Law 2002).

Les Indonésiennes ont rapidement suivi leur exemple, sur une base communautaire de *gotong royong* (entraide) et de solidarité, osant se syndiquer, descendre dans la rue, revendiquer plus de respect, protester et manifester en faveur de leurs droits, sans être réprimées⁷ (Sim 2003, 2009).

Ces deux communautés estiment avoir un rôle très important et totalement sous-estimé puisqu'elles aident la société dans laquelle elles travaillent et participent à son économie, et qu'elles aident leur pays d'origine dans lequel elles envoient une grande partie de leurs revenus. En 2012, la banque centrale des Philippines déclarait 420 millions de dollars de devises en provenance de Hong Kong. Les *FDH* entendent donc à ce titre être respectées et protégées par leur pays d'accueil ainsi que par leur pays d'origine. C'est ainsi qu'aux Philippines, les travailleurs migrants, y compris les employées de maison, ont été qualifiés par Mme Arroyo, présidente des Philippines de 2001 à 2010, de véritables « héros et héroïnes des temps modernes », ce qui n'a pas manqué de mettre du baume au cœur à cette diaspora.

Par ailleurs, une des revendications majeures de toutes ces femmes impliquées dans le service et le soin (*care chain*) tient en un slogan très explicite : « Prenez soin des gens qui prennent soin de vous » qui revient fréquemment sur les banderoles, affiches et flyers produits par les organisations militantes. Dans le même esprit, l'association Mission for Migrant Workers avait organisé en novembre 2011 à Central, un quartier de Hong Kong, un séminaire intitulé « *For a truly caring society, give care to our caregivers* ».

UN STATUT AMBIGU ET PARADOXAL

Il faut souligner le paradoxe de leur situation où elles doivent être invisibles dans la sphère privée et deviennent ultra-visibles dans l'espace public durant leur jour de congé hebdomadaire, ainsi que lorsqu'elles descendent dans la rue. Transparente ou très voyante selon les cas et les circonstances, cette visibilité/invisibilité révèle toute l'ambiguïté et le caractère dérangent du rôle et de la position des employées de maison immigrées. La totale discrétion imposée la semaine impliquant dans les cas extrêmes la négation de la personne est contrebalancée par un activisme et un militantisme très voyant le dimanche, lorsqu'elles se regroupent et font corps.

Quoi qu'il en soit, elles sont tout d'abord facilement repérables dans la rue par leur mode vestimentaire (*jilbab*, superposition de vêtements chauds pour les Indonésiennes), leur air gauche et endimanchée de filles de la campagne et de familles pauvres, par leur petite taille comparée à celle des Chinoises et par leur couleur de peau, généralement plus mate.

D'une façon générale, les employées de maison sont peu visibles, puisqu'elles travaillent dans la sphère privée. À Hong Kong, où les densités de population et les conditions de logement sont particulièrement difficiles, elles ne disposent que très rarement d'un espace privé, dormant trop souvent dans des espaces de fortune, tels que le couloir, l'entrée, la cuisine, la salle d'eau ou la buanderie ou le balcon, ou sont obligées de partager une chambre avec les enfants ou les personnes âgées. C'est ainsi que le 11 juillet 2012, la presse locale a révélé que la très populaire chanteuse Purple Lee faisait dormir son aide ménagère sur une planche en bois clouée au-dessus des toilettes. Scandale qui a aussitôt poussé des organisations de défense de migrants à signifier leur indignation devant le bureau de l'immigration⁸.

Si pour employer une domestique étrangère il faut justifier d'un revenu mensuel de 1 000,00 dollars de Hong Kong (HK\$) et s'engager à payer un salaire mensuel de 3 920 HK\$⁹ durant deux ans et à fournir la nourriture ou une aide alimentaire d'environ 875 HK\$, la

question du logement – certes obligatoire – est beaucoup plus floue, l'employeur n'ayant pas à spécifier la façon dont il loge son employée. Les employeurs doivent par ailleurs payer à l'agence de recrutement entre 11 000 et 13 000 HK\$ pour obtenir les services d'une employée de maison et la candidate doit s'acquitter d'à peu près la même somme que se partagent l'agence de recrutement en Indonésie et l'agence de placement à Hong Kong. Ce qui signifie qu'elle doit reverser intégralement trois mois de salaire, selon les dires des personnes interrogées.

Cette obligation de loger chez son patron a pour conséquence de favoriser des abus que les victimes n'osent pas souvent dénoncer. Ce silence est encore renforcé par la loi des quatorze jours légaux accordés aux migrantes pour retrouver un emploi après rupture ou fin d'un contrat. Passé ce délai de quatorze jours, elles doivent alors obligatoirement rentrer à leurs frais dans leur pays d'origine. Quand, par ailleurs, la migrante est endettée et tenue de rembourser ses frais de placement, on devine qu'elle hésitera beaucoup avant de se plaindre au risque de perdre son emploi. Pourtant, en 2011, la seule organisation Mission for Migrant Workers (MMW) déclare avoir reçu 3 390 visites, 1 600 appels et entretiens téléphoniques, et étudié 2 382 cas contre 1 245 l'année précédente. Et l'on peut imaginer que les autres cellules de défense des migrants, tels que The Indonesian Migrant Workers Union (IMWU), The Filipino Migrant Workers Union (FMWU), The Indonesian Migrant Muslim Alliance (IMMA), The Overseas Nepali Workers Union (ONWU), the Thai Regional Alliance (TRA), pour ne citer que les principales, reçoivent, elles aussi, leur lot de plaintes¹⁰.

Chez leur employeur et en sa présence, les aides ménagères doivent être discrètes et prendre le moins de place possible. Quand les patrons ne sont pas chez eux, elles peuvent vaquer plus librement dans le logement et retrouver un peu plus d'espace, d'intimité et de vie privée.

Pourtant, un jour par semaine, leur vie privée est rendue publique et révélée aux yeux de tous. Elles doivent en effet quitter le logement de leur employeur et donc se retrouver dans la rue tous les dimanches, leur jour de leur congé hebdomadaire légal. C'est ainsi que ces femmes aux faibles revenus n'ont pas d'autre choix que de se rassembler et s'approprier certains espaces publics, choisis pour pouvoir s'abriter du soleil ou de la pluie, le temps d'une journée. Les Philippines ont choisi le district de Central, Statue Square et Chater Road, quartier d'affaires et de banques, déserté le dimanche par les cols blancs et où les feux de circulation restent rouges, rendant ainsi de ce fait certains espaces piétonniers. Elles ont aussi progressivement occupé un immeuble entier, le World Wide House ou Tower, qui s'est transformé en un centre commercial sur trois étages entièrement dévolus aux goûts, besoins et préoccupations des migrantes, à savoir principalement des agences de voyages, des agences de télécommunications et des bureaux de transferts d'argent. Les Indonésiennes, quant à elles, ont choisi Causeway Bay, Victoria Park et Mongkok, optant comme leurs consœurs philippines pour des parcs, des ponts, des passerelles, des dessous d'escalators géants pour s'abriter de la chaleur comme du froid.

Et là, le temps d'un dimanche, elles s'installent littéralement. Elles recréent sur des nattes, des journaux et des assemblages de cartons un petit chez elles, ainsi qu'une petite enclave nationale. Le temps d'un dimanche, Central devient ainsi un « Little Manilla » et Causeway Bay un « Little Jakarta ou Surabaya » (Law 2002). Elles se déchaussent, s'assoient ou s'allongent pour passer la journée à papoter, prendre des nouvelles du pays, commenter leur semaine et le bon ou le mauvais comportement de leurs patrons, et surtout parler leur langue et manger leurs petits plats nationaux favoris. Certaines jouent à des jeux de société, aux cartes, organisent des tontines, lisent, dorment, d'autres se

coiffent, se maquillent, se massent mutuellement ou se manucurent, écoutent la radio, chantent, dansent, font du sport, se détendent. Les plus débrouillardes donnent même parfois des cours de musique, de danse ou de gymnastique contre une rétribution, organisent des ventes de cosmétiques ou de remèdes traditionnels. Bref, elles socialisent, se rencontrent, rient, pleurent, jouent, se consolent, poursuivent des activités associées à la vie intime et privée, qu'elles doivent pratiquer à l'extérieur et sur la voie publique.

Les dimanches sont aussi occupés à faire du shopping dans cette ville où les sollicitations sont omniprésentes, à la confection et à l'envoi de colis plus ou moins volumineux destinés aux familles restées au pays. Le dimanche est aussi et surtout le jour par excellence des longues conversations téléphoniques avec la famille, le jour où l'on procède à des transferts d'argent, la journée consacrée à la rédaction de courrier, lettres, courriels, connexions par Skype et Facebook. Le jour de congé permet donc de se rapprocher symboliquement de la patrie d'origine en transformant Central et Causeway Bay en des « espaces transnationaux » comme l'énonce Lisa Law (2002) et de renforcer les liens avec sa famille d'origine. Une autre manière de retrouver ses racines en terre étrangère est de fréquenter des commerces ethniques. D'après des informations obtenues en novembre 2012 tant au consulat d'Indonésie, qu'auprès des trois principales organisations indonésiennes (Indonesian Migrant Workers Union, Koalisi Organisasi Tenaga Kerja Indonesia Hong Kong (KOTKIHO) et The Indonesian Migrant Muslim Alliance), il n'y aurait pas moins de 55 épiceries (*toko*) indonésiennes vendant des produits alimentaires, cosmétiques et vestimentaires indonésiens, des journaux, des DVD et de la musique de l'archipel. Le Fa Yuen Street Market, dans le quartier de Mongkok, qui dans ses étages supérieurs abrite huit stands indonésiens vendant des produits alimentaires, des cartes de téléphone et des petits plats, est un lieu de ralliement favori de la communauté venue des quatre coins de l'archipel. Nous avons ainsi vu des groupes de filles de Florès, d'autres de Surabaya, d'autres de Bandung ainsi que des Ambonaises. Ces kiosques sont autant de points de rencontres, d'espaces de discussion où les Indonésiennes se retrouvent et s'attardent volontiers pour échanger des nouvelles du pays et de leur vie sur place, leurs rêves, aspirations, difficultés. Les dimanches sont aussi l'occasion pour les plus expérimentées de conseiller les nouvelles venues.

Ces deux communautés présentent régulièrement des spectacles à caractère culturel, danses, concerts, concours de beauté, défilés de mode, petites foires pour promouvoir les spécialités culinaires ou l'artisanat du pays.

Des dimanches plus militants, sous forme de campagnes d'information et de sensibilisation, sont aussi parfois organisés, en particulier les 1^{er} mai, durant lesquels les syndicats de travailleurs migrants réclament rituellement des augmentations de salaire et davantage de protection sociale. Mais le plus officiel de ces moments militants est assurément la « Journée commémorative des migrants » durant laquelle les très nombreuses ONG et syndicats de protection et de défense des travailleurs migrants dressent sur des places et certains points de la ville des stands et des banderoles pour sensibiliser l'opinion publique sur leur sort. C'est en effet le 18 décembre qu'est célébrée la Journée Internationale des Migrants, donnant ainsi l'occasion, à Hong Kong et ailleurs dans le monde, de réaffirmer et de promouvoir les droits des migrants. La date a été choisie il y a quatre ans par l'Organisation des Nations unies (ONU) pour attirer l'attention sur une convention adoptée par l'assemblée générale des Nations unies le 18 décembre 1990 mais restée inapplicable faute de ratifications suffisantes.

Si ces rassemblements joyeux et bruyants sont désormais habituels et font partie du paysage urbain dominical de Hong Kong, il n'en demeure pas moins qu'ils sont parfois

mal perçus par la population chinoise qui voit le phénomène plus comme une nuisance ou un motif d'inquiétude, que comme une curiosité exotique¹¹. Quand le gouvernement de Hong Kong proteste contre cette invasion des rues, le gouvernement philippin menace de rapatrier ses ressortissantes. Il semble que Singapour et Kuala Lumpur voient elles aussi se développer timidement des rassemblements de ce type, où ils sont cependant beaucoup moins bien tolérés (Koh 2009; Brenda & Huang 1998).

UNE SEXUALITÉ NIÉE MAIS VOYANTE

Une autre spécificité de cette communauté de domestiques composée essentiellement de jeunes femmes est de compter 20 % de lesbiennes selon Muthi Hidayati, coordinatrice de l'IMWU, l'un des syndicats de travailleurs migrants indonésiens¹². La même tendance avait été soulignée au début des années 1990 dans la communauté philippine immigrée ainsi que le décrit l'anthropologue Nicole Constable, une des toutes premières à s'être penchée sur la sexualité réelle, fantasmée, redoutée de ces jeunes femmes en terre étrangère. Selon elle, près de 40 % des migrantes philippines auraient eu une relation homosexuelle (Constable 1997). Il est intéressant de remarquer que plusieurs diplomates du consulat indonésien ont incriminé la mauvaise influence des Philippines, plus émancipées et très militantes, pour excuser les éventuels comportements considérés comme déviants et gênants de leurs ressortissantes à Hong Kong.

Esseulées, souvent trahies par des hommes (compagnons restés au pays qui les trompent en profitant de leur argent, employeur indélicat, libidineux ou violent, etc.), loin de leur famille, dans une culture autre, solidaires de leurs consœurs, elles vivent dans des univers très féminins. Certaines d'entre elles finissent par trouver du réconfort, de la tendresse, du plaisir et de l'amour dans des relations homosexuelles. Cette orientation homosexuelle naît déjà parfois dans les centres de formation où elles résident quelques mois avant le départ et où elles se sentent un peu perdues. Elles vivent une grande promiscuité dans les dortoirs et les douches collectives et certaines se laissent influencer ou tenter. Pour d'autres, une fois à Hong Kong, il s'agit même parfois d'une affirmation de soi, d'une prise de position quasi militante, d'une volonté de se rendre voyante, une revanche sur le sort et la dureté de leur métier. La sociologue chinoise, Amy Sim, lesbienne militante elle-même, a enquêté sur le phénomène et y voit un phénomène de mode. Avoir une relation amoureuse avec une personne du même sexe est la marque d'une émancipation, d'une expérience de vie à l'étranger, dans un milieu urbain, une façon de s'afficher libre, rebelle et dans l'air du temps (Sim non daté). Une relation homosexuelle permet peut-être de trouver du réconfort sans risquer une grossesse. Certaines lesbiennes se mettent alors à porter des vêtements masculins, n'hésitent pas à revendiquer haut et fort leur orientation sexuelle, se qualifient de *tomboy* et se trouvent une ou plusieurs petites amies régulières. Reste à savoir si cette homosexualité n'est que passagère et conjoncturelle et que, une fois rentrées au pays, comme bien des homosexuels en Indonésie, elles ne retourneront pas tout simplement dans le rang en fondant une famille, si elles ne l'avaient pas déjà fait avant leur départ à Hong Kong. Une certain nombre de mes informatrices ont tout de même tenu à préciser que toutes les amitiés féminines ne sont pas obligatoirement à caractère sexuel et que s'abriter sous le même parapluie ou parasol, faire la sieste sous la même couverture, partager une natte ou un matelas, n'implique pas forcément d'avoir une liaison amoureuse.

D'autres jeunes femmes indonésiennes, thaïlandaises ou philippines profitent de leur dimanche pour se mettre en quête soit d'un amoureux, soit d'un bienfaiteur âgé et généreux, un « *sugar dady* », voire même d'un époux potentiel et se rendent pour cela en

après-midi (et pas le soir, puisqu'elles doivent regagner leur lieu de travail le dimanche à 20 heures) dans le quartier chaud de Wan Chai où fleurissent les bars, pubs et autres lieux de divertissement où abondent les étrangers. Il semble que ce phénomène soit bien connu des expatriés et des travailleurs migrants en quête d'aventures, qui savent que les jeunes employées de maison frayent en journée sur des lieux fréquentés en soirée par des prostituées et qu'elles y sont dans le but non caché d'y trouver un petit ami, généreux si possible.

La sexualité réelle ou présumée de ces jeunes femmes, issues de pays pauvres, est un objet de peurs diverses et variées. La toute première est la crainte que la domestique prenne la place de la maîtresse de maison dans le cœur du mari ou des enfants ou la peur qu'elle ait de mauvaises fréquentations, qu'elle tombe enceinte, attrape des maladies, se prostitue, corrompt les enfants par ses mœurs légères et immorales de prostituée ou de lesbienne (voir Constable 1997).

Il apparaît donc que le séjour à Hong Kong permet à ces femmes de s'assumer, de se découvrir elles-mêmes, de prendre conscience d'être unies et solidaires et d'être en mesure de prendre leur destin en main, de faire montre de débrouillardise et de courage. Obligées d'être invisibles sur leur lieu de travail, elles n'hésitent pas à s'extravertir et à se montrer lors de leur jour de congé et à chaque occasion de manifester contre des exactions ou pour une meilleure reconnaissance de leur statut, l'union faisant la force.

DEUX DÉCISIONS MARQUANTES

Deux événements ont récemment fait l'objet d'abondants commentaires dans les journaux d'Asie comme dans la presse internationale, mais marquent peut-être les limites des actions et de la visibilité des aides ménagères.

Le premier, daté du 25 mars 2013, concerne le refus par la Cour de Justice de Hong Kong d'accorder aux aides ménagères étrangères le droit de résidence permanente après sept ans d'affilée passés sur le sol hongkongais. Cette mesure met un terme à un bras de fer de trois ans entre les organisations de défense des droits des migrantes et le gouvernement de Hong Kong. Cette bataille, qui a suscité espoirs et polémiques, a débuté quand une employée philippine, Evangeline Banao Vallejos, vivant dans l'ancienne colonie britannique depuis 1986 (soit 24 années effectives de travail) a entamé en 2010 une action juridique pour obtenir, à l'instar d'autres travailleurs étrangers, le droit de résidence, ce dernier ouvrant également des droits sociaux. Un an après, alors que Hong Kong est en pleine campagne électorale, elle gagne en première instance son procès, mais le jugement passe en appel et est cassé (Beh 2013). Pour certains partis politiques conservateurs comme pour les groupements d'employeurs, Hong Kong a ainsi échappé au risque de voir des milliers d'étrangères s'installer définitivement sur le sol hongkongais avec leur famille, en obtenant le droit de vote, en pesant sur les finances publiques, provoquant l'explosion des prestations sociales et médicales, une hausse du chômage ainsi qu'une augmentation des loyers déjà très élevés. Ces mêmes opposants, qui ont organisé des manifestations de protestation contre ce droit de résidence, estiment par ailleurs que les *FDH* jouissent à Hong Kong d'un certain nombre de garanties qu'elles sont loin d'avoir dans les pays voisins (un jour de repos par semaine, un salaire minimum garanti de 3 920 dollars de Hong Kong, le gîte et le couvert, des vacances et des congés de maladie, le billet d'avion de retour ainsi que le droit de se syndiquer). Mais leur séjour est conditionné par leur emploi. Pour les défenseurs des droits des travailleurs migrants, ce refus du droit de résidence s'avère discriminatoire, inégalitaire et injuste. Ils affirment que même si sur les quelque 300 000 *FDH* employées, près de 100 000 ont plus de sept ans d'ancienneté sur le territoire et sont

donc susceptibles de bénéficier de ce droit de résidence, une écrasante majorité d'entre elles souhaitent rentrer, à court ou moyen terme dans leur pays d'origine.

Le second événement s'incarne dans la décision du gouvernement indonésien de mettre un terme aux exportations d'employées de maison, ou du moins de les freiner en 2017, pour protéger ses ressortissantes et améliorer l'image de marque du pays, par le décret n° 98/2012 (Wahyudi Soehatmadja). La florissante économie indonésienne qui affiche une croissance supérieure à 6 % laisse en effet espérer une diminution de la pauvreté, plus d'éducation et de meilleures formations qui permettraient au pays d'exporter une main-d'œuvre qualifiée et non plus de vulnérables jeunes femmes sans diplômes destinées aux tâches domestiques.

C'est là un autre grand paradoxe des exportations d'employées de maison, toujours en termes de visibilité/invisibilité: elles ont longtemps souffert d'un vide juridique, législatif dans le code du travail des pays concernés ainsi qu'à l'échelle mondiale auprès du Bureau international du travail, alors qu'elles devenaient de plus en plus visibles dans les médias. En effet, les faits divers sordides, exactions de la part des employeurs ou crimes commis par les employées de maison elles-mêmes contre leurs patrons qui ont entraîné de nombreux décès ont été autant de marques de visibilité, extrême, de la profession et de ses dangers. Les victimes, martyrs emblématiques, rendues très visibles par les médias et Internet, ont beaucoup ému tant l'opinion publique que les gouvernements et ont créé des tensions diplomatiques certaines entre les États concernés. Le ministère des Affaires étrangères indonésien reconnaît ainsi 19 218 affaires, certes pas toutes sanglantes, impliquant des travailleurs migrants en 2012, contre 38 880 en 2011 (Sagita 2012). Ces dérapages ont donc souvent été à l'origine de lois visant à protéger les travailleuses migrantes pour les prémunir de ce genre de violences, ou d'interdiction temporaire ou définitive de travailler dans ces pays où elles sont en trop grand danger. Elles sont actuellement près de 650 000, souvent originaires de Java et du Grand Est indonésien, à travailler principalement en Malaisie, à Singapour, à Hong Kong et dans les Émirats Arabes unis où elles sont très demandées. Il est cependant permis de douter que, d'ici 2017, toutes décident de rentrer au pays et que d'ici là, d'autres n'aient pas envie de tenter leur chance à l'étranger, ni que les agences de recrutement et de placement abandonnent si rapidement un marché aussi lucratif.

Le travail de domestique immigrée a longtemps impliqué une position d'infériorité dépréciatrice, poussant à une non-visibilité sur le lieu de travail et à un isolement. Des abus répétés dénoncés par la presse conjugués à une solidarité interne au groupe, sur une base religieuse et corporatiste, ont cependant progressivement rendu visibles ces femmes, faibles et impuissantes individuellement mais capables de s'organiser et de se défendre collectivement. Cette visibilité est néanmoins à double tranchant puisqu'elle peut conduire à des blocages ainsi que le montre l'actualité récente.

Il n'en demeurera pas moins que le combat de ces femmes philippines et indonésiennes pour plus de visibilité et de reconnaissance qui s'est avéré efficace à Hong Kong servira sur d'autres continents et d'autres latitudes puisqu'il y a fort à gager que la demande en employées de maison n'est pas près de se tarir de par le monde. D'ores et déjà, les agences de placement de Hong Kong craignant une pénurie ont aussitôt cherché à former et à recruter des aides ménagères en provenance du Bangladesh où elles pourraient apprendre en trois mois des rudiments de cantonais et apprendre à cuisiner à la chinoise (Shadbolt 2013).

Notes

1. J'ai effectué trois courtes missions à Hong Kong de 2009 à 2012 pour observer le communautarisme des ressortissantes indonésiennes sous contrat dans la ville et tenter de percevoir en quoi leur séjour modifie durablement ou non leur façon de vivre, de penser, de consommer.
2. Toutes les destinations potentielles sont en effet classées par les migrants en fonction des coûts et avantages, rentabilité et qualité de vie.
3. Baseline Research on Racial and Gender Discrimination Towards Filipino, Indonesian and Thai Domestic Helpers in Hong Kong, Asian Migrant Center, Feb. 2001.
4. D'une façon générale, les candidates indonésiennes sont d'origine rurale, très jeunes et moins instruites et qualifiées que les Philippines.
5. En 2012, 152 807 Philippines contre 151 382 Indonésiennes (« Filipino wokors surpass Indonesians », Hong Kong News, 27 avril 2013).
6. Lors de mes entretiens en novembre 2012 avec des employées de maison indonésiennes et à 90 % musulmanes, la présence d'animaux en particulier de chiens, très gâtés par leurs maîtres (les chiens sont souvent habillés et traités comme des enfants) a souvent été amèrement discuté.
7. Lire à ce propos sur le web l'interview de la présidente du syndicat des travailleurs indonésiens IMWU qui retrace la naissance du syndicat et son rôle : « Gros plan sur Sartiwen Binti Sanbardi (Hong Kong – IMWU) », <http://www.itic-csi.org/gros-plan-sur-sartiwen-binti>.
8. Hong Kong: Foreign Domestic Workers Protest Mandatory live-in Policy, *Global Voices*, 13 juillet 2012.
9. 100 HK\$ = 9,87 euros, le 26 avril 2013, soit un salaire mensuel d'environ 400 euros.
10. « HongKong's abused foreign workers trying to break silence », Meagan Fitzpatrick, *CBC News*, 12 mars 2013.
11. Cette occupation/colonisation de l'espace public a donné lieu à des débats et notamment à une bataille dite « Battle of Chater Road », commentée par Bellinda Wallis, en sept 1992 dans le *South China Morning Post*.
12. « Indonesian Maids Say No To Men », 25 avril 2011, <http://fragranceharbournews.blogspot.fr/2011/04>.

Références

- BEH, Lih Yi, 2013, « Hong Kong Court Rejects Landmark Residency Bid by Maids », *AFP*, 25 mars.
- CHANT, S., éd., 1992, *Gender and Migration in Developing Countries*, Londres : Belhaven Press.
- CAPAGE, Elmer W., 2009, « More Indonesians than Filipino Domestic Helpers », *Asian correspondent.com*, June 01.
- CONSTABLE, Nicole, 1997, « Sexuality and Discipline among Filipina Domestic Workers in Hong Kong », *American Ethnologist*, 24, 3 : 539-558.
- CONSTABLE, Nicole, *Maid to Order in Hong Kong*, 2007 [1997], Ithaca New York : Cornell University Press.
- KOH, Cha-Ly, 2009, *The Use of Public Space by Foreign Female Domestic Workers in Hong Kong, Singapore and Kuala Lumpur*, MIT, juin.
- LAW, Lisa, 2002a, « Sites of Transnational Activism : Filipino Non-Government Organizations in Hong Kong », in *Gender Politics in the Asia-Pacific Region*, Brenda. S. A. Yeoh, Peggy Teo & Shirlena Huang, éd., Londres, Routledge, p. 205-22.

- LAW, Lisa, 2002b, « Defying Disappearance: Cosmopolitan Public Spaces in Hong Kong », *Urban Studies*, 39, 6: 1625-1645.
- MONSEN, J.H., 1999, « Maids on the move », in *Gender, Migration and Domestic Service*, J. H. Monsen, éd., Londres: Routledge, p. 1-21.
- PARRENAS, R., 2001, *The Global Servants: Migrants Filipinas Domestic Workers in Rome and Los Angeles*, Palo Alto: Standfort University Press.
- PIPER, N., 2003, « Feminization of Labor Migration as Violence Against Women », *Violence Against Women*, 9, 6: 723-745.
- SAGITA, Dessy, 2012, « Less Indonesian Migrant Workers Detained Abroad in 2012 : Marty », *Jakarta Globe*, 29 décembre.
- SHADBOLT, Peter, 2013, « Hong Kong Calls on Bangladesh to Fill Domestic Helper Shortage », CNN, 14 mai.
- SIM, Amy, non daté, « The Sexual Economy of Desire: Girlfriends, Boyfriends and Babies Among Indonesian Women Migrants in Hong Kong », Ukaid, <http://www.wemc.com.hk>.
- SIM, Amy, 2003, « Organizing Discontent: NGOs for Southeast Asian Migrant Workers in Hong Kong », *Asian Journal of Social Sciences*, 31, 3: 478-510.
- SIM, Amy, 2009, « Women Versus the State: Organizing Resistance and Contesting Exploitation in Indonesian Labor Migration tu Hong Kong », *Asian and Pacific Migration Journal*, 18, 1: 47-75.
- SOERIAATMADJA, Wahyudi, 2012, « Jakarta Plans to Stop Sending Maids by 2017 », *Strait Times Indonesia*, 5 janvier.
- YEOH, Brenda & Shirlena HUANG, 1998, « Negotiating Public Space: Strategies and Styles oh Migrant Domestic Workers in Singapore », *Urban Studies*, 35, 3: 583-602.
- YEOH, Brenda & Katie WILLIS, 1999, « Heart and Wing, Nation and Diaspora: Gendered Discourses in Singapore's Regionalisation Process », *Gender, Place and Culture*, 64: 355-372.

Résumé: Cette note résume trente ans d'exportation de main-d'œuvre féminine à Hong Kong, à un moment où l'Indonésie, un des principaux pourvoyeurs, décide de mettre un terme à cette pratique. Elle met en évidence l'ambiguïté et le paradoxe du statut de domestique étrangère à Hong Kong: discrète jusqu'à l'invisibilité chez son employeur durant la semaine et ultra-visible et militante le week-end. Cette quête de visibilité, qui s'est traduite par une mise en lumière des difficultés inhérentes au statut de domestiques immigrées, étant certainement une des principales causes de la remise en question de ce type d'emplois.

Indonesian and Philippina Domestic Helpers in Hong Kong in Search of Visibility

Abstract: *This note summarizes thirty years of exporting of female labor force in Hong Kong at a time when Indonesia, a leading provider, decides to put an end to this practice. It highlights this ambiguity and paradox of the status of foreign domestic helper in Hong Kong: discreet or even invisible at the employer's home during the week and highly visible and activist during the weekend. This quest for visibility, which has resulted in highlighting the difficulties inherent in the status of migrant domestic workers, is certainly one of the main causes of the questioning of the opportunity such jobs.*

Mots-clés: Employées de maison immigrées – Hong Kong – Indonésie – espace publique – vie privée – visibilité/invisibilité.

Keywords: *Foreign domestic helpers – Hong Kong – Indonesia – public space – private life – visibility/invisibility.*